

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

On est toujours là...

**pour contester Macron,
le pouvoir du fric et des patrons !**



A propos du NPA

Lors du congrès du NPA, les 9, 10 et 11 décembre dernier, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser la scission du NPA, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue du NPA 33 s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Rendez-vous sur le site national du NPA :

<https://nouveupartianticapitaliste.fr>

**Lisez, abonnez vous à
Révolutionnaires !
le nouveau mensuel du NPA
(voir en page 16)**

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito	p.3
Dans la lutte	p.4-6
<ul style="list-style-type: none">• AG de lutte : toujours là !• Lycée Brémontier à nouveau bloqué• Non à la criminalisation des militants de la CGT Energies• A Bordeaux, 1^{er} mai rime avec GAV• Une de touchée, toutes concernées !	
Nos vies, par leurs profits	p.5-8
<ul style="list-style-type: none">• « L'économie de guerre » en plein boom• Les Inspections du Travail incitées à licencier• Mutares Blanquefort, les attaques se concrétisent	
Dans l'éducation	p.8-9
<ul style="list-style-type: none">• Pacte et socle dans le 1^{er} degré : le grand enfumage• LP : pacte et réforme pour démanteler l'enseignement professionnel• Carte scolaire : toujours moins de moyens	
Dans la santé	p.10-11
<ul style="list-style-type: none">• Clinique Bordeaux Nord : les NAO continuent et la « colère gronde gronde... »• Urgences CHU, nouvelle réduction de leur accès• Le CHU « cherche à recruter »... Vraiment ?• Conditions de travail à l'hôpital, des chiffres qui se passent de commentaire	
Leur société	p.11-16
<ul style="list-style-type: none">• L'effondrement du Groupe Casino étouffé par la dette• Rassemblement contre la LGV Bordeaux-Toulouse• Même repeint en arc-en-ciel, le capital est criminel• Dans les bidonvilles, la lutte pour la survie face à l'Etat et aux patrons profiteurs• Halte aux exactions de l'Etat contre les exilé.e.s !• A Bordeaux comme ailleurs : l'extrême droite se fait le supplétif du gouvernement et de sa police• Pour un vrai service public des déchets• Crise du logement : Un toit, c'est un droit !	

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Paiement des abonnements par chèque à l'ordre de Monica Casanova., en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse.

On est toujours là... pour contester Macron, le pouvoir du fric et des patrons !

La colère contre Macron, le gouvernement et contre les patrons est toujours bien vivante et le mouvement continue de se manifester avec les casserolades, les « accueils » de ministres et autres représentants de l'Etat et de nombreuses grèves pour les salaires, les conditions de travail, comme à Vertbaudet ou Disneyland.

L'intersyndicale a définitivement abandonné la bataille en reprenant le dialogue social comme l'a expliqué Laurent Berger le 6 juin, « *le match est en train de se terminer* », alors qu'une fraction encore large de salarié-e-s et de jeunes ne tournent pas la page.

Le terrain institutionnel dans lequel l'intersyndicale comme les partis parlementaires ont voulu enfermer le mouvement ne pouvait conduire qu'à leur échec. Mais pour nous, les militant-e-s du mouvement, nous sortons plus forts de cette étape, avec l'expérience démocratique de cinq mois de lutte.

Ni apaisement ni arrangement !

Macron voulait l'apaisement pour poursuivre ses attaques contre les classes populaires, pour continuer à alimenter le transfert des richesses produites par le travail vers le capital. Les multinationales et la finance engrangent des profits inédits alors que les classes populaires font face à la flambée des prix, aux bas salaires, à la précarisation et que 16 % de la population ne mange pas à sa faim.

Le gouvernement attaque les chômeurs, les bénéficiaires du RSA dont l'allocation sera conditionnée par des heures de travail/formation obligatoires. C'est le plan France-Travail qui remplace Pôle Emploi, une machine de guerre pour obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi sous peine d'être radiés. Attal, le ministre des Comptes publics a dénoncé une fraude sociale qui désigne les pauvres comme boucs émissaires. Les travailleur-e-s migrant-e-s vont voir leurs conditions d'accueil et de travail durcies avec la loi anti-immigrés que prépare Darmanin.

C'est dans les poches des travailleur-e-s que le gouvernement va prélever les 413 milliards du budget de l'armée pour faire la guerre contre les peuples, défendre les intérêts des multinationales dans la concurrence mondiale exacerbée pour

l'appropriation des ressources et des richesses et dont la guerre en Ukraine est une des conséquences.

Les classes possédantes et leur serviteur Macron mènent la guerre contre les travailleur-e-s, les pauvres, les peuples, une guerre globale qui nécessite une réponse globale et politique du monde du travail et de la jeunesse pour contester leur pouvoir illégitime de diriger la société.

Offensive répressive et réactionnaire

Pour intimider, faire taire une contestation qui le fait paniquer, le gouvernement manie autoritarisme, répression violente, criminalisation des manifestants et des militant.es, et propagande réactionnaire, nauséabonde, sur le terrain des idées de l'extrême-droite. Le drame d'Annecy a donné lieu à une instrumentalisation démagogique, raciste et xénophobe des macronistes à l'extrême-droite, une propagande réactionnaire qui vise à attiser les haines, à nous diviser et dont la seule réponse est la solidarité du monde du travail, la lutte pour nos droits, pour la démocratie directe de celles et ceux qui produisent les richesses et font tourner la société contre le parasitisme de la minorité privilégiée.

On continue !

Face à tous ceux qui veulent enterrer le mouvement, son prétendu échec, notre victoire est d'avoir commencé à changer le rapport des forces. Celles et ceux qui se sont mobilisé-e-s, organisé-e-s dans des cadres démocratiques indépendants des appareils syndicaux et politiques, les AG, collectifs, interpros... ont fait des expériences politiques, démocratiques qui seront de sérieux points d'appui pour les luttes à venir.

Continuer le mouvement, c'est continuer à discuter dans ces cadres démocratiques que nous avons construits, tirer les bilans de la compréhension que nous avons acquise du rôle de l'Etat et des institutions au service de l'ordre social et du capital, préparer les luttes à venir pour les salaires, le pouvoir d'achat, contre les licenciements et la précarité, pour les services publics, l'environnement... Une lutte à mener jusqu'au bout, jusqu'à la mise hors d'état de nuire des classes parasitaires par la prise en main par le monde du travail et la jeunesse de toute la société, au service des intérêts collectifs.



Les revendications des grévistes de Disneyland Paris

AG de lutte : Toujours là !

L'AG de lutte interpro, toujours bien présente, symbolise à sa manière un des principaux acquis du mouvement qui a été de regrouper celles et ceux qui s'organisent et agissent par en bas, par eux-mêmes, syndiqués ou non, organisés politiquement ou non, en toute indépendance de l'intersyndicale incapable d'agir en dehors du cadre institutionnel.

Les discussions ne portent plus tant aujourd'hui sur sa politique que sur comment continuer après la promulgation de la loi, alors que la colère persiste sur les salaires et contre les dégâts de cette société capitaliste en faillite.

Au cours des AG hebdo, ces sujets trouvent des pistes de réponses dans les débats et l'action. Des membres de l'AG sont intervenus dans le magasin Vertbaudet à l'appel de la CGT commerce en soutien aux grévistes réprimés, en lutte pour les salaires. D'autres ont contribué au blocage lycéen à Brémontier (voir page suivante), à la distribution de notre tract d'appel au 6 juin sur le rond-point des Rives d'Arcins auprès d'automobilistes toujours aussi solidaires.

Même à peu nombreux mais déterminés, libres et heureux de lutter pour signifier qu'on est toujours là !

Où est la démocratie ?

A la manifestation du 6 juin, nous étions environ 30 000, une mobilisation qui marque le pas, mais aussi une persistance de la contestation. Nous y avons distribué 4000 tracts écrits en AG invitant à se retrouver à la fin de la manif.

Nous étions une quarantaine. Après une brève discussion sur la nécessité de continuer à se battre sans compter sur les politiciens, nous avons décidé illico d'investir la salle du Conseil municipal de Bordeaux qui commençait.

Le maire écologiste Hurmic avait avalisé la décision de la Préfecture de faire suivre la manifestation du Premier mai par des drones, contournant le dispositif qui a conduit à une forte répression (voir page 6).

Après avoir manifesté notre solidarité avec les interventions de Philippe Poutou et Myriam Eckert, nous avons bruyamment entonné le chant des Gilets jaunes « on est là » jusqu'à ce que tous les élus, sauf eux deux, quittent pitoyablement la salle, avec un mépris surpris qui les a privés de parole !



Evacués par des policiers municipaux débonnaires, nous avons continué à scander dans la rue : « la vraie démocratie, elle est ici ! ».

L'AG de lutte a été à l'initiative ou a participé à d'autres actions comme des casseroles, elle a organisé une formation avec l'association Contre les abus policiers (CLAP 33) sur la garde à vue ou encore à participé à un rassemblement devant le siège des ciments Lafarge en soutien à des militants écologistes en garde à vue dans toute la France.

De nombreux militants de l'AG étaient au piquet de soutien aux énergéticiens arrêtés (voir page suivante). Puis le 6 juin en soutien à la plainte collective déposée par plusieurs organisations dont le NPA contre la nasse policière subie à la fin de la manifestation par le cortège du Premier mai. Un rassemblement très vite organisé où nous nous sommes retrouvés à une centaine à l'appel du NPA, RP, Ensemble, LFI, Solidaires, la CNT et de syndicats CGT, l'intersyndicale réservant son soutien... Une solidarité à la base d'autant plus forte et un encouragement pour la suite.

Christine, Laurent et Mónica



Le 6 juin, rassemblement lors du dépôt de plainte

Le lycée Brémontier à nouveau bloqué

Le 25 mai, nous avons bloqué le lycée, pour appeler au 6 juin, contre la réforme de ParcoursSup et du lycée professionnel, et par ras-le-bol global des gouvernants. Nous l'avions déjà bloqué pendant le mouvement. Ça avait bien marché et on voulait recommencer avant la sortie. Un tout petit noyau était vraiment convaincu, pas suffisant pour réussir un blocage. On a donc invité autour de nous à venir nous aider, lycéens, collégiens et des organisations comme l'UNEF et l'AG de lutte interpro.

C'était un jour d'examen pour les BTS et notre objectif n'étant pas de les bloquer, on avait récupéré la liste des candidats pour filtrer leur entrée. On voulait un blocage en mode détente et festif, pour

s'adresser aux lycéens, discuter.

On a bien organisé les repérages en amont, où trouver des grilles et des poubelles et si nous n'étions pas très nombreux au départ, des soutiens sont rapidement arrivés, du lycée, des collégiens de 4ème et 3ème d'Aliénor, des copains de l'UNEF, quelques profs, en plus des camarades de l'AG Interpro avec leur matériel dont le groupe électrogène pour faire sur place café et crêpes au profit de la caisse de grève.

Avant 8 h, la grille principale était bloquée par la barricade. Le blocage était en place. L'administration nous a alors fait savoir qu'on avait 10 minutes pour tout débloquer avant qu'elle appelle la police, ne voulant rien entendre du dispositif

organisé pour faire entrer les BTS, le proviseur prétextant qu'on bouchait l'accès pompiers.

Après quelques tensions fortes, longue discussion et face à notre détermination, le proviseur a finalement dû accepter un compromis qui nous a permis de tenir notre blocage jusqu'à 16 h. Dans une super ambiance, avec concert, boissons et fabrication de crêpes...

Ce blocage comme le précédent et l'ensemble de la lutte générale contre la réforme des retraites a permis qu'un fort noyau de lycéens soient devenus plus sensibles à la politique et prêts à se remobiliser dans l'avenir.

Nino, lycéen de Terminale

Non à la criminalisation des militants de la CGT Energies

Le mercredi 24 mai, 5 militants de la CGT Energies ont été mis en garde à vue suite à une plainte de RTE le 4 avril, après une « mise en sobriété énergétique » dans le cadre de la lutte contre la réforme des retraites.

Comme partout, la répression frappe ces syndicalistes suite aux coupures qui ont accompagné Macron, des ministres, des députés ou des symboles de l'Etat. Une politique brutale alors que les travailleurs de l'énergie ont légitimement décidé de « reprendre l'outil de travail », de faire entendre ceux qui font tourner la société tous les jours, face au gouvernement qui veut nous voler deux ans de nos vies pour servir les intérêts des actionnaires !

Le 4 avril, la direction de RTE déclarait : « Nous condammerons fermement ces actions qui vont à l'encontre de nos missions de service public » ! Un comble, alors que l'Etat comme la direction d'EDF ont démantelé l'entreprise au point que le pays s'est trouvé en pleine crise énergétique cet hiver, sans parler de la flambée des factures pour satisfaire les marges des revendeurs d'électricité privés. Face à cette gabegie, les travailleurs d'EDF ont raison de dire qu'« il faut sortir l'électricité des lois du marché » !

La solidarité s'est rapidement exprimée. La CGT Energies a appelé à la grève et un piquet s'est installé devant le commissariat central, jusqu'à la libération des camarades emprisonnés. Beaucoup de militants du mouvement, d'équipes syndicales, des interpros et des collectifs sont venus apporter leur soutien.

Après 38 heures, 3 syndicalistes sont ressortis sans charge, mais deux autres, dont le secrétaire général du syndicat, étaient déférés au parquet le vendredi. La décision est lourde, puisqu'ils sont placés sous contrôle judiciaire jusqu'au 21 novembre, avec interdiction de participer à une manifestation, ni même de se voir ! Quant aux accusations mises en avant, elles sont une véritable provocation : « dégradations de biens d'utilité publique en réunion », « mise en danger d'autrui »,... Une véritable criminalisation de l'action syndicale et militante qu'il s'agit de combattre tous ensemble.

Laurent Delage



À Bordeaux, 1^{er} mai rime avec GAV

1er mai à Bordeaux, beaucoup de monde et de lacrymo... la répression en marche

Rassemblant plus de deux millions de travailleur·e·s venu·e·s affirmer leur refus de la réforme des retraites comme de toutes les problématiques sociales et politiques qu'elle cristallisait, le premier mai s'est déroulé sous la menace des « forces de l'ordre ». Elles n'ont pas lésiné sur les moyens pour tenter de nous faire comprendre, travailleurs et jeunes mobilisés depuis le début du mouvement, que cette manifestation devait être la dernière. À Bordeaux, la flicaille locale a brutalement chargé le cortège syndical et politique pour le couper en deux, avant de tenter de disperser les manifestants à grand renfort de gaz lacrymogène. Elle a aussi profité de la fin de la manifestation pour effectuer 23 interpellations musclées et injustifiées, dont une de nos camarades. Elles ont donné lieu à des gardes à vue (GAV) de 48 h, pourtant presque toutes classées sans suite : il fallait frapper dans le tas, on trouverait bien des prétextes après coup.

Et ce n'est pas fini...

Non contente de ces interpellations records, la préfecture s'est acharnée sur les manifestants venus réclamer la libération des camarades. Le soir du 1er mai, elle a gazé la centaine de manifestant·e·s réuni·e·s devant le commissariat à l'appel de plusieurs organisations politiques et syndicales. Le 2 mai, lors d'un second rassemblement d'une centaine de personnes, elle a violemment interpellé 5 manifestants, aussitôt placés en garde à vue de 48 h. Ces 5 étudiant·e·s et lycéen·ne·s (dont une autre de nos camarades) sont interdit·e·s de manifester en Gironde d'ici à la décision de justice en octobre pour « outrage et injure », mais en réalité pour avoir été identifié·e·s comme militant·s. Le 3 mai, un régiment entier de CRS interdisait l'accès à la rue vers le commissariat à plusieurs centaines de manifestant·e·s venu·e·s réclamer la libération des interpellé·e·s, suite à l'appel de 17 associations, partis et syndicats.

La semaine suivante, le 11 mai, 3 étudiant·e·s étaient interpellé·e·s, avant perquisition de leurs logements. Et le 24 mai, 6 syndicalistes de la CGT Énergie l'étaient aussi à leur domicile à 6 h du matin.

Que fait la police (à Bordeaux et ailleurs) ?

La vague de répression à Bordeaux n'est pas un dérapage du zélé préfet Étienne Guyot, fraîchement nommé en mars mais déjà en croisade contre les quartiers pauvres et l'immi-

Une de touchée, toutes concernées !

Lorsque M., camarade de l'AG féministe a été arrêtée, elle a demandé à l'AG d'organiser sa défense publique. Plus de 50 associations, syndicats, collectifs et partis ont signé l'appel de l'AG pour exiger sa libération et celle des deux personnes arrêtées en même temps qu'elle. Le lendemain soir de son arrestation, devant le commissariat, nous étions 150 présente·e·s. 150 personnes convaincues qu'aujourd'hui, lorsque les jeunes s'opposent au système capitaliste, se révoltent, ils représentent une menace pour le gouvernement qui tente par les pires moyens de les faire taire. Mais 150 personnes également convaincues que face à cette répression, la solidarité est notre arme.

Ce qu'a montré cette affaire, c'est qu'effectivement, la solidarité paie.

En effet, M. et les autres ont rapporté que si la détention provisoire a pu leur être évitée, cela est dû au rassemblement. De fait lorsque l'avocat a présenté le nombre d'organisations qui avaient signé le communiqué et étaient présentes devant le commissariat, le juge prêt à les envoyer en prison avant leur procès a changé d'avis.

Chloé



gration. Non, partout, la police remplit son rôle de bras armé de l'État. Au moment où Macron et le patronat essayaient de siffler la fin de partie avec la promulgation de la loi, l'objectif était probablement double : intimider tous ceux qui auraient voulu continuer les grèves, rassemblements et autres casserolades ; et rassurer les troupes de CRS, BAC, BRAV-M, etc qu'elles seraient défendues

jusqu'au bout dans leur violence.

Le NPA, RP, Ensemble, Solidaires 33, la CGT Educ'Action 33, Sud PTT Gironde, la CNT, l'UJIFP, le Collectif de Basens, l'AG féministe et d'autres militants girondins se sont retrouvés le 6 juin à 10 h devant le tribunal de Bordeaux pour annoncer le dépôt d'une plainte contre la répression du mouvement, à l'initiative de Maître Lassort. Peu de chance que l'issue d'une telle plainte nous soit favorable, mais il s'agissait aussi de ne pas laisser passer ces agissements sans rien dire.

Il n'est pas certain que les démonstrations de force de la police réussissent à faire passer la volonté de se battre et de se faire entendre aux millions de travailleurs qui y ont goûté lors de ce mouvement. Comme nous, nombreux sont ceux qui ne se laisseront pas faire et qui comptent retourner dans la rue dès que l'occasion se représentera. C'est sur leur organisation et leur solidarité qu'ils pourront compter face à la bourgeoisie et sa matraque.

Antoine Melk

« L'économie de guerre » en plein boom

La Loi de Programmation Militaire, votée en 1^{ère} lecture le 7 juin à l'Assemblée, prévoit un budget pour les armées de 413 milliards pour 2024 à 2030, en hausse de 118 milliards par rapport à la période précédente. 34 % iront vers le matériel : avions, drones, porte-avion, blindés, fusils, hélicoptères, canons, missiles, munitions... les patrons de l'armement se frottent les mains.

Chez Dassault, c'est « *le carnet de commandes le plus important de l'histoire du groupe* ». Il est passé de 86 Rafales en 2021 à 164 en 2022. Les prises de commandes totales, en comptant les jets de luxe Falcon, sont passées de 12,1 à 21 milliards ! De quoi satisfaire les actionnaires avec un bénéfice net de 716 millions d'euros l'an dernier.

Thales en profite aussi, le groupe compte pour 22 % dans la valeur des Rafales. Les commandes d'armement ont augmenté de 31 % sur un an. En 2022, ce sont près de 24 milliards d'armement qui ont été commandés au groupe.

A Bergerac (24), Eurengo a annoncé qu'il allait relocaliser la production de poudre pour les obus. A Limoges (87), Arqus accélère la production des camions pour les canons Caesar. Les Forges de Tarbes (65) profitent à fond de la guerre : « *la crise géopolitique a relancé l'intérêt pour les obus de 155 – pour fournir l'Ukraine, comme pour renflouer les stocks. La question qu'on se pose désormais c'est comment fabriquer plus vite, plus fort et mieux* » dit le PDG. Objectif : passer de 40 000 obus produits en 2023 à 160 000 en 2025.

Partout le marché de la destruction est en marche... Des milliards d'euros mobilisés, des milliers d'emplois qui pourraient être consacrés à des besoins utiles pour l'humanité. Et dans les usines, c'est la hausse des cadences, la pression pour recruter au rabais... Non au militarisme ! Non à la guerre !

François Minvielle

Ci-contre des échos du bulletin d'entreprise diffusé aux usines Dassault de Mérignac et Martignas.



Trappier, PDG de Dassault, en pleine promo... (Le Bourget 2015)

Entente patronale contre nous

Dassault se vante largement dans la presse de recruter massivement... De nombreux collègues de la sous-traitance ont postulé et avaient leur chance puisque leur boulot est connu et qu'ils sont déjà formés. Sauf que beaucoup sont bloqués parce que les directions de Dassault et des sous-traitants se sont entendues pour ne pas se « piquer » les salariés en CDI. La sous-traitance peine aussi à recruter et Dassault a besoin d'elle pour le business et la mise en concurrence pour tirer les prix vers le bas. Alors de nouveau, les salariés subissent la double peine : bas salaires et blocage de carrière ! « *La colère monte, monte, monte* »...

Anarchie de la production : on ne paiera pas leur crise

Faute de pièces, une bonne partie de la production de Martignas est à l'arrêt. L'occasion de souffler, surtout quand les chefs nous lâchent la grappe sur notre productivité. Et on en profite d'autant plus qu'on se doute qu'ils nous feront trimer pour rattraper le retard. Mais si Dassault est incapable d'organiser la production, ce n'est pas notre problème, hors de question que les directions de Dassault et AAA nous imposent des augmentations de cadences pour rattraper le retard !

Les Inspections du Travail incitées à licencier

En plein mouvement, l'Huma a révélé une note de la Direction générale du Travail (DGT) à ses agents le 13 mars. Les militants de l'UL de la Presqu'île de Bordeaux ont décidé d'écrire à la Confédération pour qu'elle réagisse.

S'il est dit dans la note qu'« *aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié (...) en raison de l'exercice normal du droit de grève* », il est aussi précisé dans certaines jurisprudences avec la « *matérialité* » et la « *gravité des faits* » pouvant être reprochées au salarié ou représentant du personnel gréviste avec un possible recours à un « *huissier de justice* » dont le procès-verbal et les constatations « *font foi jusqu'à preuve du contraire* ».

Le licenciement pourrait ainsi être justifié en cas d'actes dits « *illicites* » (comme des violences), les agents devant alors faire

état de la participation « *personnelle* » du syndicaliste ou « *a fortiori de son rôle* » en tant que « *meneur* ».

La CGT du ministère du Travail a aussitôt dénoncé un « *véritable manuel juridique pour faciliter les licenciements en justifiant des décisions d'autorisations pour motif disciplinaire des grévistes* » où la DGT recense les jurisprudences « *permettant d'autoriser les licenciements pour faits constitutifs de fautes graves* ».

Après les réquisitions dans les raffineries ou chez les éboueurs, le syndicat a dénoncé une nouvelle attaque : « *le rôle de l'Inspection du travail est de défendre le droit de grève, pas d'aider les patrons à museler la contestation sociale!* »

Mónica

Mutares Blanquefort (ex-Magna)

Les attaques se concrétisent !

Pour les salariés de l'entreprise les mauvaises nouvelles sont légion. A peine la vente de l'entreprise et des salariés est faite que le repreneur (Mutares) remet en cause les accords existants.

Dès la fin août, au retour des congés, on perdra les éléments variables (primes...) liés aux vendredis qui ne seront plus travaillés. La direction imposera une semaine de quatre jours avec des journées de 9h15mn. Et pour le printemps 2024, elle annonce le passage à une seule équipe de travail... et la suppression de la demi-heure de repas rémunérée.

Déjà, les NAO s'étaient terminées sans augmentation de salaire, juste une prime dite « Macron » de 1800 euros conditionnée à notre temps de présence et versée en trois fois. Le prêt de main d'œuvre à d'autres entreprises est prolongé, ce n'est pas étonnant, il n'y a rien de concret concernant de nouvelles productions.

Le repreneur fait un chantage bien dégueulasse. Il n'y a pas de boulot pour tout le monde, on est en sureffectif... donc la direction a en plus conditionné un plan de départs « volontaires » à la renégociation des accords d'entreprise. Cela s'est fait dans un climat social difficile. Tout le monde aujourd'hui attend de voir ce qui va se passer. En juillet, le plus gros de la production pour la Ford Motor Compagny s'arrête, le plus

gros client poursuit son désengagement. Une bonne affaire pour eux, ils ont réussi à laisser à un sous-traitant le soin de gérer les restructurations qui engendrent fermetures d'usines et licenciements de masse.

Pour ce qui est du plan de départ ou « préretraite maison », ce serait entre 80 et 130 salariés que le repreneur voudrait voir partir : les plus anciens de l'entreprise qui peuvent prétendre à la retraite dans les 4 années qui arrivent... mais ce sera au prix d'une grosse perte de salaire, 75% du salaire brut annuel, prime de fin d'année incluse.

Alors travailler moins longtemps nous sommes pour, surtout dans les conditions actuelles qui sont pour le moins pénibles, mais sans perte de salaires et en étant remplacés, sinon, c'est l'exploitation qu'ils durcissent encore.

CGC, CFDT et CGT ont signé l'accord. Mais il ne protégera de rien. Nous savons que pour le repreneur, il y a toujours trop de personnel, malgré les emplois supprimés tous les mois, avec des départs volontaires et des licenciements. Le contexte est violent. Nous ne pouvons compter que sur notre vigilance et notre réaction collective.

Correspondants

Dans l'éducation

Pacte et socle dans le premier degré : le grand enfumage

C'est donc dans l'éducation que le tandem Macron Borne a décidé d'inaugurer les « 100 jours d'apaisement », ou plutôt faudrait-il dire « les 100 jours de reculs sociaux ».

Socle, pacte, briques, autant de termes de la novlangue managériale, qui habillent une volonté d'aller toujours plus loin dans la libéralisation de l'école, en mettant en concurrence les enseignant.e.s, et les transformant de fait en chasseurs de primes. C'est également une étape supplémentaire dans la casse de notre statut.

Pour le socle, c'est une moyenne de 4 % d'augmentation sous forme de prime, là où Macron promettait une augmentation inconditionnelle de 10 % (l'inflation étant en moyenne de 5,9 % et de 16,2 % dans l'alimentaire).

Dans le 1er degré, les IEN (inspecteurs dans le primaire) ont été sommés de faire la promotion du pacte de manière très rapide, afin d'éviter que nous puissions nous concerter entre collègues, et ce à coup de diaporamas concoctés par le ministère. Une inspectrice expliquant même qu'elle se réservait le choix des collègues qui pourraient obtenir certaines missions... Les enseignant.e.s de maternelle sont quant à elles et eux exclus des missions de soutien en collègue !

Ces missions font l'objet d'une contractualisation annuelle entre les volontaires et la hiérarchie, avec donc un renforcement du contrôle des chefs sur notre travail, avec la possibilité que ce qui est donné une année soit repris la suivante.

Dans un secteur où les services du ministère indiquent que les enseignant.e.s du primaire travaillent 43 heures par semaine et 30 jours pendant les vacances, ce n'est certes pas d'un « travailler toujours plus pour gagner plus » dont nous avons besoin !

Nous ne voulons pas de primes mais de vrais salaires, dans une profession dont les rémunérations sont en baisse constante depuis 40 ans. Ce qui passe par un dégel du point d'indice, son indexation sur l'inflation, et un rattrapage de toutes les pertes de salaires subies.

Et ça, ce n'est pas par le dialogue social que nous l'obtiendrons, mais par un refus collectif, décidé dans les écoles, avec tous les personnels et en associant les parents. Les liens que nous avons tissés pendant la lutte contre la réforme des retraites sont un point d'appui dans la construction de cette lutte.

Christophe Otharan

LP : Pacte et réforme pour démanteler l'enseignement professionnel

En lycée professionnel, l'annonce de la réforme dont les premiers éléments s'appliqueront dès septembre est tombée comme un coup de massue.

« *L'adaptation de l'offre par les ouvertures et fermetures de formation* » prévoit la fermeture d'ici 2026 de « *toutes les formations qui mènent insuffisamment à l'emploi* ». De quoi insécuriser tous les collègues. Ceux qui sont spécialisés dans l'enseignement d'un métier particulier se sentent menacés si leurs filières ferment. Quel avenir ? Faudra-t-il se « recycler » vers le primaire ou les collèges, comme l'a dit Ndiaye, alors que rien n'est prévu et qu'il n'y a pas de postes et au détriment de ce que nous voulons ? Faudra-t-il se former en express pour enseigner dans des filières que nous ne maîtrisons pas ? La crainte de l'instabilité permanente et des suppressions d'emplois pèse durement sur cette fin d'année.

Pour les élèves, la prime de stage, entre 50 et 100 € par semaine selon la classe, payée par l'Etat à la place des patrons qui profitent de ce travail, révèle tout le mépris du pouvoir pour les jeunes des classes populaires. D'ailleurs, ceux qui s'estimeront incapables de poursuivre leurs études après le bac seront envoyés deux fois plus longtemps en stage, tandis que les autres auront quelques cours renforcés ! Une sélection avancée avant même le tri sans pitié de ParcoursSup. Tous les élèves auront moins de cours, avec moins de contenu, dans un environnement désorganisé soumis aux exigences du patronat qui pourra peser sur les enseignements et les diplômes de chaque lycée, et qui aura son interlocuteur direct dans chaque établissement.



Le « PACTE » est censé faire accepter la réforme aux profs. Pour 7500 euros bruts par an, environ 480 euros nets mensuels, les « volontaires » devront assurer 6 missions supplémentaires, 4 ou 5 heures de plus hebdomadaires qui peuvent être annualisées. Un double piège qu'il s'agit de refuser collectivement. Les primes ne compensent en rien le gel des salaires et ne comptent pas pour la retraite. Les missions préparent la casse du statut en ajoutant à notre temps de travail statutaire, les « heures postes », un temps de travail optionnel, un ajout pour l'instant qui prépare un remplacement à venir. Epuisement, dérégulation, inégalités... tout est à jeter dans le Pacte et la réforme.

EM.

Quelles filières ? A nous de décider !

L'enseignement professionnel a toujours été tiraillé par l'affrontement entre ouvriers et patrons. Ces derniers pèsent pour qu'on leur fournisse des salariés employables immédiatement... avec des formations adaptées « *au bassin d'emploi* ». Le mouvement ouvrier a eu à coeur de promouvoir l'enseignement le plus ouvert et polyvalent, pour être armé dans la vie... et pour la lutte de classe !

Alors fermer « *toutes les formations qui mènent insuffisamment à l'emploi* » est une vieille rengaine, qui indique seulement que ce pouvoir est entièrement soumis aux exigences des patrons. Pour nous, travailleurs de l'éducation, le plus important est de satisfaire les besoins de la jeunesse, dans les métiers qui les intéressent, en offrant l'éducation la plus riche et émancipatrice possible. Profs, parents, jeunes, à nous de décider !

Carte scolaire : toujours moins de moyens

La carte scolaire annuelle (les créations et suppressions de postes) a été discutée au conseil municipal de Cenon qui a donné un avis défavorable à la fermeture d'une classe dédoublée à l'école élémentaire René Cassagne, sur la base d'une estimation de 3 élèves en moins et alors qu'on ne connaît pas encore les effectifs définitifs de la rentrée. Le rectorat reste sourd à la colère et à la mobilisation des enseignants et des parents.

A l'échelle nationale, le Ministère supprime 667 postes dans le 1er degré à la rentrée 2023, un solde négatif, pour la première fois depuis 2012. En Gironde, aucun poste n'est créé.

Si le budget de l'Education est en augmentation absolue de 8,3 milliards d'euros par rapport à 2020, la part du PIB consacrée à l'éducation est en baisse. Pour atteindre les 7,7 % du PIB de 1995, il faudrait aujourd'hui 24 milliards d'euros supplémentaires pour l'éducation. On en est loin.

Ces fermetures se font au nom des priorités ministérielles : 24 élèves par classe en Grande Section maternelle, CP et CE1, poursuivre le dédoublement des classes de GS en éducation prioritaire, créer plus d'ULIS (Unités localisées pour l'inclusion scolaire)... Ces priorités, et en particulier les dédoublements de classes étaient une nécessité absolue, mais à moyens constants, elles se font au détriment des autres niveaux dont les effectifs explosent ou de l'accueil des 2 ans à la maternelle, en forte régression, pourtant reconnu comme décisif pour le reste de la scolarité, notamment des enfants des familles en difficulté des quartiers populaires.

C'est des ouvertures en nombre qu'il faut, pour diminuer les effectifs par classe, des créations de postes de remplaçants titulaire, de RASED, des AESH titulaires et bénéficiant d'une formation digne de ce nom, la titularisation de tous les précaires.

Christine Héraud

Clinique Bordeaux Nord : les NAO continuent et la « colère gronde gronde... »

Lors de la 1ère réunion de NAO (voir *Anticapitalistes !* n°118), la direction a proposé 0 % d'augmentation avec une prime dite de « partage de la valeur » (PPV) de 300 € nets, la prise en charge complète de la mutuelle de base (5,29 € par mois) et l'augmentation de la prime d'assiduité de 15 €.

La participation aux bénéfices d'environ 400 € et l'intéressement de 260 € sont bien moindres que l'année dernière alors que les bénéfices sont passés de 2,3 à 3,5 millions et, comme la PPV, conditionnés au temps de présence.

La direction a prétendu qu'elle ne pouvait pas augmenter les salaires car une augmentation, financée par l'État, perçue l'année dernière pour s'aligner sur l'augmentation octroyée à l'hôpital, (dite GAS garantie d'augmentation salariale) en serait impactée et diminuée d'autant. Un mensonge qu'elle a fini par reconnaître.

A une enquête réalisée par la CGT, les travailleurs ont répondu qu'ils avaient besoin de 300 € brut d'augmentation. Avec une inflation à 15 % sur les produits de première nécessité, nombreux sont les collègues à ne pas arriver à boucler les fins de mois.

Cette situation révolte d'autant plus que le Groupe vient d'acheter une nouvelle clinique à Périgueux, (après celles de Cognac et de Pau les années précédentes) et

qu'un nouveau bâtiment flambant neuf destiné à l'ambulatorio vient d'ouvrir ses portes à la clinique.

Une assemblée générale appelée en intersyndicale par la CGT et CFDT a regroupé le 26 mai dernier 33 personnes de la plupart des services : pour la CGT comme pour les salariés c'est d'une augmentation dont nous avons besoin et la prime de 300 € ne fait pas l'affaire. Les élus CFDT sont intervenus pour dire qu'une augmentation de salaire signifiait une grève longue et suivie, optant pour une prime.... Montrant à demi-mot qu'ils ne voulaient pas y aller, ils ont décidé de faire aussi une enquête pour savoir ce que veulent les salariés.

Augmentation ou prime conséquente, il faudra de toute façon se préparer à se mobiliser. La direction fébrile fait le tour des services pour dire que des postes seraient créés à condition qu'il ne se passe rien... Traduire : à conditions qu'il n'y ait pas de grève.

La dernière réunion de NAO a eu lieu le 13 juin (nous n'en connaissons pas le résultat à l'heure où nous écrivons). La CGT appelait à un rassemblement juste après en faire le compte rendu de la dernière réunion de NAO et décider ensemble des suites. A suivre...

Isabelle Larroquet



Urgences au CHU, nouvelle réduction de leur accès

Depuis que l'accès aux Urgences de Pellegrin a été « régulé » la nuit, c'est-à-dire fermé à tous ceux qui ne seraient pas adressés par un médecin régulateur du 15, la situation n'a cessé de se dégrader. A tel point que la direction du CHU a récemment envisagé de fermer un des deux services d'Urgences (Pellegrin ou Saint-André) par manque de médecins urgentistes.

Face au tollé, la direction a finalement fait machine arrière... mais en aggravant les restrictions d'accès.

Dans un communiqué de presse commun, l'ARS et le CHU informent qu'à compter du 16 mai et « pour la période estivale », seules les Urgences de Saint-André resteront ouvertes à toutes nuit et jour. Celles de Pellegrin n'accueilleront que « les urgences les plus graves [...] traumatologie, accidents nécessitant des interventions chirurgicales en urgence, urgences AVC ».

Le communiqué précise « Dans le cadre de cette nouvelle organisation, les patients qui seraient amenés à se présenter aux urgences de Pellegrin sans régulation pré-

alable et qui ne relèveraient pas d'une urgence vitale nécessitant le plateau technique spécialisé de Pellegrin, seront orientés après évaluation vers les urgences de l'hôpital Saint-André ou vers une autre structure d'urgences ».

Une gestion de la misère qui ne peut qu'inquiéter et révolter alors que tous les services d'Urgences des établissements périphériques fonctionnent de façon chaotique et sont amenés à fermer leurs portes ponctuellement par manque de personnel !

Isabelle Ufferte

Le CHU « cherche à recruter »... Vraiment ?

C'est bien connu, gouvernement, CARS, directions le répètent en boucle : il manque nombre d'infirmières et infirmiers, d'aides-soignants, de personnel qualifié. Et au CHU comme ailleurs, la Direction assure « tout faire pour recruter » mais aides-soignant.es et infirmier.es seraient introuvables. Sans blague !

Comment expliquer alors que nombre de salarié.es du CHU qui souhaiteraient faire les formations d'aide-soignant.e ou d'infirmier.e, n'obtiennent pas les financements ? Il y a pourtant un dispositif, la promotion professionnelle hospitalière (PPH), censé prendre en charge le salaire de ceux qui ont obtenu le concours contre l'engagement de res-

ter travailler au CHU quelques années. Sauf que nombre de collègues reçu.es au concours d'entrée à l'IFSI (institut de formation en soins infirmiers) ou à l'école d'aide-soignant.e.s n'obtiennent



pas la PPH faute de budget et ne peuvent se permettre de suivre ces formations sans salaire !

Par ailleurs, le CHU maintient dans la précarité une grande partie des salarié.e-s. Ouvrier.e-s, agents de service, brancardier.e-s, administratif-ves subissent les CDD à répétition, sans savoir ce qu'il adviendra d'eux le mois suivant. Une épée de Damoclès pour ces camarades... et pour tout le monde la crainte de perdre des collègues et de devoir en former encore et encore des nouveaux, avec des conditions de travail toujours plus difficiles.

IU

Conditions de travail à l'hôpital, des chiffres qui se passent de commentaire

« À l'hôpital, une prévalence accrue de la dépression et de l'anxiété due notamment aux conditions de travail » titre une étude la DREES (direction de la recherche, de l'évaluation, des études et des statistiques) parue le 8 juin.

« À l'hôpital, 41 % des personnes ont des symptômes de dépression légère à sévère, contre 33 % dans l'ensemble des personnes en emploi [et] déclarent davantage que l'ensemble des personnes

en emploi avoir besoin d'aide pour des difficultés psychologiques (26 % contre 19 %) » peut-on entre autres y lire. En cause, « les conditions de travail difficiles [...] surcharges inhabituelles de travail [...] incitations à ne pas prendre ou à repousser un congé maladie [et] difficultés à concilier vie personnelle et professionnelle »...

IU

Leur société

L'effondrement du Groupe Casino étouffé par la dette

Le 26 mai dernier, le tribunal de commerce de Paris plaçait le groupe Casino (dont Monoprix, Franprix, Leader Price ou le bordelais Cdiscount) en « procédure de conciliation » visant à encadrer les discussions avec les créanciers.

Le groupe est étriqué par une dette de 6,4 milliards d'euros. Les années de cavalerie financière et autres magouilles de son PDG Jean-Charles Naouri n'ont fait que retarder la chute. Placé quelques heures en garde à vue le 2 juin dans le cadre d'une enquête par le parquet financier, il est visé depuis plusieurs années par diverses procédures dont celle ouverte en 2020 pour « manipulation de cours en bande organisée, corruption privée active et passive » et « délit d'initié » avec Nicolas Miguet, patron de la presse financière et démagogue politique plusieurs fois condamné. L'autorité des marchés financiers (AMF) enquête de son côté depuis 2016.

Mais rien de cela n'a freiné les affaires et l'appétit de Naouri

qui n'a cessé d'agrandir son empire. Ancien inspecteur général des finances, ancien directeur de cabinet de Bérégovoy dans plusieurs ministères dont celui de l'Economie et des Finances avant d'intégrer la banque Rothschild, l'homme d'affaire a un indéniable talent d'illusionniste et un carnet d'adresses fourni...

Mais la dette devenue gigantesque, la concurrence grandissante sur fond d'inflation galopante et de baisse de la consommation, ont provoqué la chute. Les créanciers exigent paiement, les administrateurs du groupe quittent un à un le navire tandis que se pressent les candidats à la reprise, dont Intermarché ou les financiers Pignare et Niel, prêts à dépecer la bête et s'arracher le droit d'exploiter et de faire des affaires... Les 208 000 salarié.es du groupe, eux, sont dans la plus grande incertitude.

IU

Rassemblement contre la LGV Bordeaux-Toulouse... et la logique capitaliste

Près de 500 personnes ont participé, samedi 3 juin, à la journée organisée à Saint-Médard d'Eyrans par les opposants à la construction de la LGV Bordeaux-Toulouse, construction activement promue, entre autres, les président·e·s de région Rousset et Delga et le nouveau Préfet, anciennement chargé de sa réalisation. Le matin, une marche dans la vallée du Ciron, menacée par le projet, a rassemblé 400 personnes. Si les élus s'affichaient en bonne place, maires de communes alentours, élus du département, de la région, député, sénatrice EELV..., le gros du cortège était composé de militant·es contestant bien au-delà du tracé de la LGV.

Cela s'est clairement exprimé lors du forum qui a suivi le pique-nique et les débats informels autour des stands de collectifs. Une grosse centaine de militants des luttes se sont ainsi retrouvés pour revenir sur les raisons de l'opposition au projet et discuter des suites possibles à donner. Membres de collectifs anti LGV (dont le collectif local Nina, ni ici ni ailleurs), militant.es ou proches LO, NPA, Ensemble, LFI, EELV, militants syndicaux dont un camarade de SUD Rail, militant.es de l'AG interpro... jeunes et moins jeunes avant tout préoccupés de la défense des intérêts collectifs contre les multinationales Vinci, Bouygues et consort... ont fait le lien entre les différents combats. Une

dénoncé un « projet dévastateur écologiquement, financièrement et socialement » à plus de 14 milliards d'euros (sans compter les dépassements inévitables) soit 166 millions par minute « gagnée » sur un Bordeaux-Toulouse ! Avec des trains inutiles pour la majorité de la population puisqu'ils ne s'arrêtent par définition pas entre les deux métropoles... alors que le réseau qui dessert les villes intermédiaires ne cesse lui de se réduire et nécessiterait une rénovation.

Des militant·e·s ont insisté sur la nécessité de l'organisation de la population par elle-même, de contester les institutions et d'envisager d'autres modes d'action, faisant naturellement le lien avec des combats comme ceux des Soulèvements de la terre et la constitution de Zad.

Une journée chaleureuse de débats et de convergences militantes placée sous le signe de la lutte pour une autre société, débarrassée du parasitisme de la finance et des classes dominantes.

Isabelle Ufferte

évidence pour tous, comme la nécessité de converger et penser chaque lutte dans un combat global remettant en question la domination du capital et son Etat répressif et violent.

Des interventions ont



Même repeint en

Samedi 10 juin c'était la marche des fertés à Bordeaux. Le moment pour des milliers de personnes de défiler dans les rues avec bonne humeur contre les oppressions LGBTI. Avant le départ de la marche, plusieurs associations, collectifs et partis politiques se sont réunis sur la place des Quinconces pour quelques prises de parole. Ci-dessous, l'intervention de notre camarade du NPA.

Aujourd'hui on est 54 ans après les émeutes de Stonewall. Le Stonewall Inn c'était un bar new-yorkais injustement attaqué par un raid policier en juin 69, dans une Amérique au système juridique transphobe, lesbophobe et homophobe. Face à cette attaque, des centaines de militantes et militants LGBTI ont manifesté spontanément contre la répression policière et étatique.

En 2023 en France comme partout ailleurs, il est encore plus que nécessaire de manifester pour nos droits.

Ça fait des années que les partis bourgeois ouvrent une voie royale à l'extrême-droite et que leurs discours de haine se multiplient et se banalisent. Cette extrême-droite là répète à qui veut bien l'entendre que le grand mal qui pèse sur la France serait le wokisme, en compétition avec l'immigration. C'est complètement réactionnaire, hors-sol et démagogique de propager ces idées-là, dans un monde

Dans les bidonvilles, la lutte pour la survie face à l'Etat et aux patrons profiteurs

Selon les sources, entre 600 et 2000 personnes, dont un tiers de mineurs, survivent dans un immense bidonville de caravanes et cabanes sur un terrain communal de Villenave d'Ornon, sans sanitaires ni bennes à ordures, sans protection contre les intempéries ou le soleil. Le bidonville a explosé en quelques mois à peine.

Les habitants viennent d'autres bidonvilles évacués de force par la préfecture sans solution de relogement. Dans son rapport annuel, le Collectif Romeurope raconte par exemple les persécutions incessantes d'une famille bulgare vivant sur la métropole bordelaise. Depuis son arrivée en 2011 jusqu'en 2021, elle a subi quatorze expulsions, entre Bordeaux, Mérignac, Le Haillan, Ambarès...

D'autres viennent aussi directement de Roumanie, fuyant la galère et les persécutions, espérant se faire embaucher pour les travaux saisonniers. Sud-Ouest rapporte des témoignages : « *En Roumanie, une journée dans les vignes est payée 20 euros. Ici, c'est 70 voire 80.* ».

Mais sans logement « *ici c'est de la survie* »... « *il y a beaucoup de rats, ce n'est pas bon pour les bébés* ».

Alors que la loi l'y oblige, le maire de Villenave d'Ornon refuse de scolariser les enfants, au nom du manque de moyens de sa ville et de places dans les classes... Il justifie publiquement son refus pour empêcher que ces centaines de familles se fixent sur son territoire. Et il aggrave leurs difficultés en refusant aussi de domicilier les habitants auprès du CCAS, une domiciliation indispensable pour de nombreux actes administratifs sans laquelle les habitants sont privés de leurs droits.

La préfecture, elle, vient juste de décider la création d'un « comité de pilotage », au nom bien sûr de la sécurité des habitants... six mois après leur installation dans ces conditions indignes. Sans doute un préalable « social » pour quelques familles, avant une expulsion manu-militari comme le fait l'Etat le plus souvent.

Le Collectif Romeurope évoque près de 30000 personnes vivant en bidon-

villes ou squats en métropole en 2021. Elles ont été plus de 2000 à être expulsées en 2022. Plus de 70 % ont vu leurs maigres biens confisqués ou détruits. La même proportion n'a eu aucune information ni « diagnostic social » avant l'intervention des flics. L'immense majorité a été expulsée sans aucune solution de relogement.

Au-delà de la situation à Villenave d'Ornon, c'est bien l'ensemble des collectivités territoriales et l'Etat qui portent la responsabilité de cette situation dramatique : pas de logements, pas d'aires d'accueils, pas d'aide sociale et sanitaire, ni de moyens scolaires pour les enfants.

Il s'agit bien d'une politique cynique contre la fraction la plus démunie de notre classe pour maintenir dans une précarité permanente des milliers de travailleurs dont les patrons ont besoin, dans le bâtiment et l'agriculture notamment, et qu'ils peuvent exploiter d'autant plus durement qu'ils sont privés de droits.

F.M.

arc-en-ciel, le capital est criminel

ravagé par les guerres, les inégalités entre les classes et le réchauffement climatique.

Mais les autres partis, qui se veulent progressistes ne suffisent pas à endiguer la montée de l'extrême-droite ni à protéger nos droits, nos intérêts et plus largement nos vies.

L'accès à la PMA pour toutes, promis par Macron, on est loin de l'avoir atteint. Déjà cette loi exclut totalement les femmes et les hommes transgenres, symptôme d'une transphobie d'Etat décomplexée. En plus, comment assurer une réelle PMA pour toutes, bien accompagnée et médicalisée dans un pays où l'hôpital public et le système de santé se cassent la gueule. Cette loi creuse finalement encore plus l'écart entre la ville, la campagne, les bourgeois et les pauvres.

On ne croit pas non plus aux promesses électoralistes et réformistes de la NUPES : n'oublions pas qu'il y a encore quelques jours, François Ruffin députés du groupe France Insoumise, ne préférait pas se prononcer sur une loi permettant de changer plus facilement de mention de genre, car vous comprenez, pour « *réconcilier la société actuelle* », sous-entendu accéder au pouvoir, il faut de l'apaisement et de la stabilité.

Même si un parti de gauche s'empare de l'appareil d'Etat bourgeois, nos droits et notre sécurité ne seront jamais assurés dans un monde où le capitalisme se nourrit de la division entre les travailleurs. Toutes les grandes entreprises ont beau se peindre en arc-en-ciel pendant le mois des fiertés pour booster leur com' et leur ventes, tout en finançant discrètement des lois ouvertement homophobes, coucou Disney, nous on n'est pas dupes et comme on le scandera tout à l'heure, on sait que même repeint en arc-en-ciel, le capital est criminel.

Nos luttes LGBTI comme nos luttes dans la classe ouvrière, ne se feront pas à l'Elysée, pas à l'Assemblée, mais en s'organisant entre nous, pour nos intérêts, dans nos assos, nos collectifs, nos syndicats, nos partis révolutionnaires et dans la rue.

La lutte des classes et les luttes LGBTI, mais aussi les luttes féministes, écolos, antiracistes, sont indispensables et indissociables pour en finir avec la société d'exploitation, le capitalisme et les oppressions.

Marianne

Halte aux exactions de l'Etat contre les exilé.e.s !

J eudi 1er juin, 10 personnes étaient embarquées dans un charter à Mérignac, spécialement affrété pour les expulser vers la Géorgie, leur pays d'origine. Ils venaient des Centres de rétention administrative de Bordeaux, d'Hendaye, de Toulouse, de Poitiers...

Cela tandis qu'à Mayotte bulldozers et matraques mènent l'opération Wuambushu et que la « négociation » entre LR et Darmanin sur sa future loi immigration envahit les médias. La politique du bouc émissaire sur fond de surenchère avec l'extrême droite bat son plein, aussi absurde qu'inhumaine. La dégradation des conditions de vie des populations les plus

pauvres sous le coup de la crise climatique, de la misère et des guerres rendent vaines et d'autant plus meurtrières les barrières que les pays riches opposent aux migrants ainsi que leurs « politiques migratoires ». L'opération Wuambushu en est une sinistre démonstration, continuité d'une politique de chasse aux migrants qui ne cesse de se durcir.

Des prisons hors-la-loi qui ne veulent pas dire leur nom

L'Etat enferme dans les CRA et LRA, sans procédure judiciaire préalable, des personnes étrangères sans titre de séjour qui n'ont commis aucun délit. La palme de l'hypocrisie, qui consiste à appeler « rétention » ce qui est en réalité un emprisonnement dépourvu de fondement juridique, revient à une loi d'octobre 1981 du gouvernement Mauroy qui « *instaurait le principe de la rétention dans la perspective d'expulser les étrangers* » (1). Depuis, 27 lois « immigration » à l'initiative de la droite comme de la gauche, une en moyenne tous les 17 mois, n'ont cessé d'en accentuer les côtés répressifs. Darmanin prépare la suivante.

C'est une fuite en avant révoltante que décrivent dans leur rapport annuel sur la situation dans les CRA et LRA (2) les associations (Forum réfugiés, France terre d'asile, le Groupe SOS Solidarités – Assfam, La Cimade et Solidarité Mayotte) qui y assurent le soutien aux « retenu.e.s ». Elles dénoncent « *une politique de l'enferment à tout prix* », « *une machine à expulser expéditive et absurde* », « *des violations des droits qui se multiplient* »...

En 2022, 43 565 personnes ont séjourné dans les CRA, dont 27 643 en Outremer, 26 020 pour la seule Mayotte qui cumule 60 % du total et détient le record du nombre d'en-

fants enfermés, 2905 ! A Bordeaux, où 276 personnes ont été « retenues », 77 ont été « éloignées ». Cet écart entre le nombre d'enfermés et le nombre d'expulsés est général. A l'échelle nationale, 44,6 % des personnes enfermées ont été expulsées.



Au prétexte de prévenir une prétendue « menace à l'ordre public », l'Etat outrepassa ses propres « principes », quitte à libérer la personne concernée si un juge le décide, ou s'il s'avère impossible d'organiser son transfert faute d'accord du pays « destinataire ». Dans ce cas, la personne peut être maintenue en rétention jusqu'à la fin du délai légal (90 jours), puis libérée. Restant sous le

coup d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français), elle est condamnée à vivre sous la menace permanente d'un nouveau séjour au CRA et d'une expulsion.

Contre l'inacceptable, notre solidarité et notre combat pour en finir avec les CRA, exiger la liberté d'installation et de circulation, des papiers pour tou-te-s !

L'un des exilés Géorgiens récemment expulsé vivait à Bordeaux avec sa compagne, deux enfants et leur grand-mère, qui ont été pris en charge par diverses associations de solidarité, dans l'espoir de son retour. Cette solidarité active des associations s'accompagne nécessairement du combat pour en finir avec cette situation insupportable qui est faite aux migrants. C'est un combat auquel participe le collectif Anti CRA (ni ici ni ailleurs) (3), regroupant diverses associations de solidarité avec les migrants ainsi que divers syndicats et partis politiques, dont le NPA, qui s'est constitué début 2022 pour dénoncer la construction d'un nouveau CRA de 140 places sur la métropole. Aujourd'hui, plus que jamais, le combat continue. L'avenir est à la libre circulation de toutes et tous sur une planète débarrassée de ses frontières.

Daniel Minvielle

1 Voir sur le site du Musée de l'immigration : <https://www.histoire-immigration.fr/politique-et-immigration/1980-2022-lois-sur-l-immigration-le-mille-feuilles-legislatif>

2 <https://www.lacimade.org/publication/rapport-2022-sur-les-centres-et-locaux-de-retention-administrative/>

3 Voir *Anticapitalistes* ! n°109, 110, 111...

À Bordeaux comme ailleurs : l'extrême droite se fait le supplétif du gouvernement et de sa police

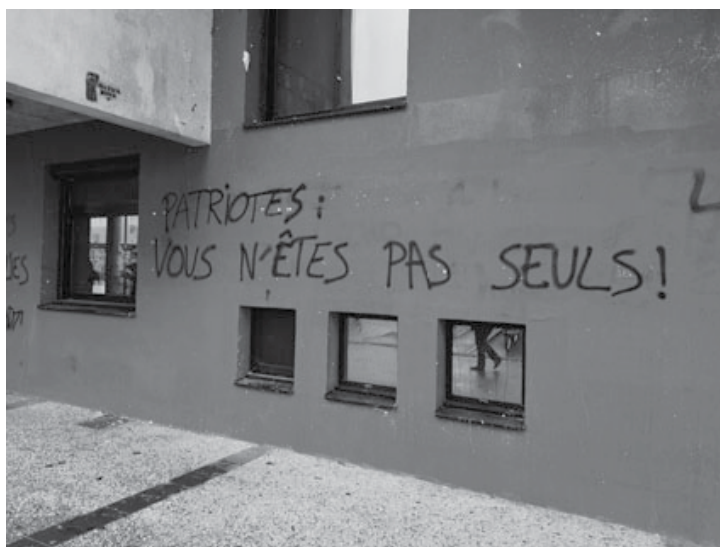
Par l'ampleur de la mobilisation, l'extrême droite avait été plus discrète depuis janvier, après s'être attaquée à un meeting de LFI à Bordeaux Montaigne le 5 décembre. Sous la pression du mouvement social, par populisme et démagogie, elle s'est opposée à la réforme des retraites, mais seulement dans ses discours, condamnant d'ailleurs avec zèle grèves et actions de blocage comme une « prise d'otage ». Bien vite, l'extrême droite a montré dans quel camp social elle se range. Dès le début du blocage de Bordeaux-Montaigne, des groupes d'extrême droite rodaient pour chercher à intimider les étudiants mobilisés. Une présence heureusement sans heurts, qui a tout de même permis à la présidence de l'université d'exprimer plus clairement son opposition au blocage.

Après la fin du blocage, alors qu'un petit groupe d'étudiants mobilisés restait encore au sein de la maison des étudiants (MDE), l'extrême-droite a redoublé d'efforts pour intimider les étudiants mobilisés. Tout d'abord, le lundi 15 mai au soir,

une vingtaine de ses militants attaquait à deux reprises les étudiants restés à la MDE. La présidence de l'université a alors exigé – sous peine que la police intervienne – que les étudiants quittent la MDE le mercredi jusqu'à la fin de la semaine, « afin d'assurer leur sécurité ». Loin d'en démordre sur leur volonté de continuer la mobilisation, ce noyau d'étudiants mobilisés s'est retrouvé sur le campus de Montaigne le lendemain dans l'après-midi. Une quinzaine de militants d'extrême droite se sont alors attaqués à eux. 4 étudiants ont été blessés. Mais cette tentative d'intimidation ne les a pas démotivés.

Alors que 7 des 8 militants de Bordeaux Nationalistes reconnus coupables pour leur agression à St-Michel font appel, s'appuyant sur la justice bourgeoise, on constate bien que l'extrême droite se charge de faire le sale boulot pour Macron, et le patronat qu'il sert.

Firelei Lambert



Tag à l'université Bordeaux Montaigne

Pour un vrai service public des déchets

Le conseil du SMICVAL (structure inter communale collectant et gérant les déchets dans le Libournais et le Nord Gironde) a adopté fin 2022 une nouvelle « feuille de route » sous la houlette de son président PS Sylvain Guinaudie. Sous prétexte d'augmentation du coût de la gestion des déchets, il fallait faire des économies publiques en continuant à enrichir Veolia, délégataire du SMICVAL.

Leur solution : arrêter la collecte à domicile des déchets en obligeant les usagers à les transporter à des points dédiés plus ou moins éloignés dans ces secteurs ruraux. Tant pis pour les personnes âgées, invalides, handicapées, leurs aides à domicile s'en chargeraient !

La feuille de route dictait aussi aux usagers de réduire leurs déchets à 100 kg par an et par personne sous peine de devoir payer plus cher par un système d'abonnement individuel « petite poubelle » ou « grande poubelle » mettant fin à la taxe d'enlèvement des ordures commune à tous.

Or, en 2021, sur le territoire du SMICVAL, 650 kg de déchets par habitant ont été collectés, dont 400 kg produits par les entreprises et 250 kg (par an et par personne) par les usagers.

Les pouvoirs publics ne veulent pas obliger les multinationales à réduire leurs emballages inutiles ni difficilement recyclables. Mais ils peuvent pressurer les salariés et les usagers.

Devant le tollé soulevé par les habitants et les éboueurs à qui on a demandé de se reconvertir dans d'autres métiers en perdant leurs primes, plusieurs réunions ont eu lieu.

La feuille route a été adoptée avec la promesse en ce mois de juin qu'aucun emploi ne sera supprimé et que les communes pourvoient aux besoins des personnes à mobilité réduite.

Des collectifs pour maintenir le statu quo se sont constitués, plutôt proches de l'extrême droite surfant sur le mécontentement créé par une politique menée par des communes de gauche...

La gestion des déchets est bien une mission de service public à retirer des mains des multinationales privées et de leurs serveurs pour passer sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Mónica

